

# MAINTIEN DES DERNIERS COMMERCES DE PROXIMITÉ

## FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE

Le Département de l'Eure souhaite accompagner les territoires dans leurs projets de développement.

Le dispositif intitulé **Maintien des derniers commerces de proximité** consiste à accompagner votre commune sur la construction, l'acquisition ou la rénovation d'un bâtiment ayant pour objectif l'implantation ou la sauvegarde des commerces de proximité répondant à des besoins de première nécessité (ex : boulangerie, boucherie, multiservice...).

La participation du Département concerne, en priorité, les communes de moins de 2 000 habitants.

**Merci de renvoyer ce formulaire de candidature rempli et signé avec votre dossier complet en l'adressant à :**

**Conseil Départemental de l'Eure**  
Direction de l'Aménagement du Territoire  
Boulevard Georges-Chauvin  
CS 72101- 27021 ÉVREUX Cedex  
ou par mail à [ahmed.el-harmaci@eure.fr](mailto:ahmed.el-harmaci@eure.fr)

## PORTEUR DU PROJET

### I/ IDENTITÉ DE LA STRUCTURE

Nom de la collectivité

Statut juridique

N° SIRET

N°

Rue

Code postal

Commune

Téléphone

Mail

### II/ RESPONSABLE LÉGAL DE LA STRUCTURE

Nom

Prénom

Fonction

Téléphone fixe

Téléphone portable

Mail

## PRÉSENTATION DU PROJET

### DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET ET ÉTAT D'AVANCEMENT

Area reserved for the project description and progress status.

## NATURE DU PROJET

Date prévisionnelle de début

Date prévisionnelle de fin

Coût prévisionnel total du projet (HT)

Je, soussigné(e), .....,  
responsable légal(e) de .....,  
ayant qualité pour l'engager juridiquement, sollicite, via cette demande, un accompagnement du Département de l'Eure  
pour la réalisation de notre projet.

Fait à  
le  
Identité, qualité du représentant légal

Signature du représentant légal

Pièces à joindre au dos 

## PIÈCES À JOINDRE

- Étude d'opportunité réalisée par la chambre consulaire compétente (CCI ou CMA) ;
- Demande de subvention officielle à l'attention du Président du Conseil départemental ;
- Copie de la délibération de la collectivité ou de l'établissement public autorisant son représentant légal à présenter la candidature ;
- Descriptif du projet et plan(s) de situation ;
- Plan de financement et échéancier prévisionnel du projet ;
- Contrat de bail commercial ou engagement d'un gérant nommé désigné ;
- Attestation de propriété et attestation d'accessibilité ;
- Permis de construire ou d'aménagement le cas échéant ;
- Attestation de non-commencement de l'exécution de l'opération ;
- Durée prévisionnelle d'amortissement de l'opération ;
- R.I.B. de la collectivité.